



L'escamotage prévisible du Brexit - Un cadeau pour la droite fasciste

Par [Moon of Alabama](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 29 juin 2016

moonofalabama.org 25 juin 2016

Nous avons dit qu'il [n'y aurait pas de BREXIT](#) - et nous avons parlé de la [campagne de propagande](#) lancée pour inverser le vote du Brexit. Cette campagne tourne autour de deux arguments principaux.

Le premier est que les jeunes électeurs se sentent floués de leur avenir, parce que des anciens, des vieux grincheux, ont voté pour le Brexit. Eh bien, ces jeunes électeurs de 18 à 24 ans, qui avaient les larmes aux yeux sur la [BBC](#) et [Channel 4](#), ne représentent que 5% de l'électorat. [Seul un tiers d'entre eux](#) a voté, 70% de ce tiers de 5% a voté pour «Rester». C'est une partie minuscule et sans grand intérêt de la population. Qui sont-ils pour mériter tant d'attention ?

Le deuxième est le *succès* de la [pétition](#) #ReverseBrexit, pour un second vote, que quelqu'un a lancée sur le site web du Parlement du Royaume-Uni. Elle a maintenant recueilli plus d'un million de *signatures*. Cela fait beaucoup dans un si court laps de temps. Oui, mais en fait, n'importe qui sur Internet peut *signer* cette pétition, en se créant une adresse e-mail pour la circonstance. Moi qui suis un Allemand vivant en Allemagne, je l'ai signée pour tester la procédure. Cela m'a pris environ 30 secondes.

Cette campagne de propagande n'aura pas de résultat concret, mais elle crée une atmosphère qui sera ensuite utilisée pour bloquer le processus de sortie.

Le mécanisme de sortie de l'UE est construit de manière à permettre un report illimité de la procédure. C'est le chemin que les politiciens britanniques prendront probablement. Le Blog de *Jack of Kent* [explique](#) comment :

Le Royaume-Uni n'a pas [immédiatement] envoyé à l'UE la notification prévue à l'article 50 du traité de Lisbonne sur l'Union européenne, qui aurait mis en route le processus de retrait.

La procédure de l'article 50 est le seul moyen concret permettant au Royaume-Uni de quitter l'UE.

[...]

Et, donc, tant que la procédure de l'article 50 n'est pas entamée et menée à bien, le Royaume-Uni restera membre de l'UE.

En un mot: pas d'article 50, pas de Brexit.

[...]

Or la décision d'entamer la procédure revient entièrement à l'État membre, ainsi que la date à laquelle il veut le faire.

Si le Royaume-Uni envoyait tout de suite la notification prévue à l'article 50, comme Cameron [l'avait promis](#), cela déclencherait une longue période de négociations de deux ans avec l'UE, qui se terminerait par la sortie légale du Royaume-Uni, indépendamment du résultat des négociations. L'envoi de la notification prévue à l'article 50 déclencherait le top chrono qui atteindrait sans doute la date limite, sans que la Grande Bretagne ait bénéficié de la moindre concession sérieuse de l'UE. Le Royaume-Uni a donc intérêt à négocier avant de déclencher la procédure. Négocier avant est le seul moyen pour lui de pouvoir exercer un minimum de pression.

Mais l'Union européenne n'a aucune raison, ni aucune base légale, pour négocier quoi que ce soit avant d'avoir reçu les documents officiels. Pourquoi devrait-elle faire des concessions à une lettre de divorce qui n'a pas été envoyée et pourrait ne jamais l'être?

C'est une situation de blocage. Les pouvoirs qui sont contre le Brexit vont l'utiliser pour bloquer toute avancée.

Les six membres fondateurs de l'UE [prétendent inciter](#) la Grande-Bretagne à déposer les documents requis par l'Article 50 immédiatement. Mais c'est seulement pour la galerie. Ce qu'ils [veulent](#), en réalité, c'est maintenir la situation indéfiniment dans l'impasse :

Il n'y a pas d'urgence désespérée à ce que la Grande-Bretagne déclenche le processus de sortie de l'Union européenne, a déclaré, samedi, la chancelière allemande Angela Merkel, ce qui laisse à Londres un peu de temps pour réfléchir à la suite à donner au référendum en faveur de la sortie de l'UE.

Malgré la décision des électeurs britanniques en faveur du Brexit, tout continuera comme avant, sans le moindre changement à l'horizon:

Jack of Kent:

Il n'est pas impossible que la notification prévue par l'article 50 ne soit jamais envoyée, et que la perspective qu'elle le sera peut-être un jour devienne un nouvel élément de la politique du Royaume-Uni, une sorte de menace qui serait utilisée de temps en temps. On déposera un jour la demande, diront les politiciens et les experts, mais pas maintenant.

Et en attendant, on cherchera et on trouvera peut-être un moyen de résoudre le problème créé par le résultat du référendum : un autre référendum, peut-être, pour que les électeurs britanniques puissent corriger le résultat, ou une élection générale dans laquelle l'adhésion serait une question centrale, ou autre chose.

Ça ne fera pas plaisir aux partisans de la sortie, et à juste titre. Mais cela signifie que le résultat du référendum sera effectivement ignoré.

Bien que cela puisse sembler facile aux bureaucrates de l'UE et aux politiciens partisans de la mondialisation néolibérale, les dommages à long terme seront beaucoup plus graves

qu'une procédure chaotique de Brexit.

Le Brexit s'ajoutera à plusieurs autres questions sur lesquelles la volonté démocratique du peuple n'a pas été respectée. Cela contribuera à délégitimer encore davantage l'UE et tout ce qu'elle entreprend.

Les gens qui soutiennent qu'un renversement violent du système est la seule voie possible gagneront en crédibilité.

Le Brexit avorté donnera également un nouvel élan aux partis de la droite dure qui émergent actuellement dans plusieurs pays européens. Ces partis s'adressent ostensiblement aux *petites gens* qui ne se sentent pas représentés et qui se considèrent comme les perdants de l'économie. Mais les programmes économiques de ces partis sont antisociaux et ne feraient qu'augmenter les inégalités. Ils usent et abusent des griefs de la classe pauvre et de la classe moyenne pour augmenter encore le pouvoir des riches.

Ce qui manque en Europe, ce sont des partis de gauche qui prennent au sérieux la nostalgie romantique du nationalisme – opposé à la mondialisation qui broie tout – et la fusionne avec une politique socialiste. Les sociaux-démocrates jouaient ce rôle autrefois, mais sous Blair, Schroeder et Hollande, ils ont dérivé dans la sphère de la mondialisation antinationaliste et néo-libérale. Le nationalisme est devenu, pour eux, un gros mot. Cela, au moment même où le nationalisme jouit d'une nouvelle popularité, en devenant l'ancre des gens ordinaires perdus dans la mer du néo-libéralisme arbitraire.

L'espace qu'ils ont laissé vide sera rempli par le fascisme.

Article original en anglais : [The Imminent Dodging Of Brexit – A Gift For The Fascist Right, Moon of Alabama](#), 25 juin 2016

Traduction : Dominique Muselet

La source originale de cet article est moonofalabama.org
Copyright © Moon of Alabama, moonofalabama.org, 2016

Articles Par : Moon of Alabama

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca